

**Discours de Richard Ferrand
devant le Parlement constitué en Congrès
Lundi 9 juillet 2018**



Monsieur le Président du Congrès, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement, Chers Collègues parlementaires,

L'engagement démocratique du Président de la République de venir chaque année rendre compte et s'exprimer devant le Parlement réuni en Congrès est tenu !

Parole donnée, parole respectée !

Depuis un an nous n'avons rien cédé, ni à la tentation de l'immobilisme ni à celle du renoncement.

Le travail accompli le démontre, la majorité est en marche ! avec vous, Monsieur le Premier Ministre, cher Édouard Philippe.

Une majorité à l'Assemblée nationale qui peut être fière d'elle. D'aucuns ne donnaient cher de cette majorité quasi-paritaire, composée de membres issus de la gauche, du centre ou de la droite et plus en prise avec le réel qu'avec les pratiques politiques.

Ma fierté est que nous restons dans notre vie institutionnelle les gardiens du réel, que nous portons auprès de l'exécutif préoccupations et critiques de nos concitoyens avec une totale loyauté.

Pour bien agir, il nous faut écouter, comprendre, expliquer et rendre compte.

Rien n'aboutit sans impliquer notre peuple, les associations, les organisations syndicales et toutes les forces vives dans un dessein collectif.

Nos transformations ne réussiront que bien comprises au fur et à mesure qu'elles porteront leurs fruits.

Écouter est le seul et le plus sûr moyen pour être entendu et c'est ce en quoi le « sommet social » du 17 juillet annoncé par le Président sera utile.

La feuille de route de la majorité présidentielle a été scrupuleusement respectée dès sa première année de mise en œuvre. Et que chacun en soit convaincu, notre volonté prioritaire d'efficacité s'arrime aux valeurs de progrès, de justice, et de solidarité.

Nous irons plus loin, car le contrôle de l'exécution des lois et l'évaluation des politiques publiques sont indissociables de notre conception du mandat parlementaire dont nous voulons ainsi la mutation profonde.

*
* *

La société du travail que nous appelons de nos vœux consiste à actionner tous les leviers pour redonner à chacun toutes ses chances.

Libérer des carcans et des blocages qui freinent l'activité, c'est renouer avec le mouvement, l'inventivité et le progrès collectif. C'est pourquoi le droit à l'erreur recrée la confiance entre les Français et les administrations tandis que la future loi PACTE aidera nos PME à grandir et à créer des emplois.

Par nos choix économiques et sociaux, nous avons affirmé notre confiance dans la capacité des Françaises et des Français à développer l'activité, à renforcer les solidarités pour redonner à chacun les moyens de maîtriser son destin.

Notre volonté de transformer pour donner à chacun le pouvoir de faire et de réussir, se retrouve aussi dans les textes sur le droit du travail, pour l'apprentissage et pour la formation professionnelle.

En libérant le travail pour redonner l'envie d'entreprendre, en favorisant l'émancipation par l'éducation et la formation, en mettant le travail au cœur de notre société, nous donnons de l'espoir et des perspectives aux parents comme aux enfants d'aujourd'hui, et c'est pour cela que notre majorité se tient à vos côtés, Mme Pénicaud.

Avec les ouvriers, les paysans, les salariés, les enseignants, les commerçants et artisans, les fonctionnaires, les professions libérales et entrepreneurs... Tous nos compatriotes qui font chaque jour notre pays, nous voulons que chacun puisse bien vivre de son travail.

D'autres de nos compatriotes, éloignés de la vie économique, parfois de la vie sociale, sont en droit d'espérer une solidarité nationale active qui les tire de l'impasse pour les remettre sur le chemin de la République.

Répondre à l'exigence d'égalité, notre passion française, c'est donc faire que de l'école à l'université, chacun puisse être libéré des déterminismes de la reproduction sociale, qui condamneraient à l'échec à perpétuité des générations d'enfants de France.

L'enjeu n'est pas d'apporter la même chose à tous, mais de fournir à chacun ce dont il a besoin !

La meilleure, la plus juste, la plus efficace des protections sociales c'est de faire baisser le chômage et de protéger dans la dignité nos compatriotes les plus fragiles.

Une bonne politique sociale est celle qui rouvre les portes de la société à ceux qui souffrent de l'absence d'emploi, de la maladie ou du handicap, pas celle qui se contente d'améliorer les conditions de survie par les seuls minima sociaux.

Une bonne politique sociale consiste à prévenir les inégalités et pas seulement à les corriger, à s'attaquer à leurs racines et pas seulement à leurs effets dévastateurs.

C'est ainsi que nous lutterons efficacement contre la pauvreté.

Toutes les transformations que nous menons exigent que soient combattues les inégalités territoriales, que notre démocratie soit modernisée et que le lien entre les citoyens et la Nation soit consolidé.

Avec les élus, libérons les territoires qui savent comment jouer leurs atouts et corriger leurs faiblesses, et qui sauront adapter les lois et les règlements de manière différenciée.

Cette compréhension, somme toute évidente, que la Bretagne n'est pas l'Alsace, qui elle-même n'est pas la Corse, qui elle-même n'est pas l'Ile de la Réunion facilitera la mobilisation de toutes les énergies et le rayonnement de nos territoires, objectif que l'Assemblée nationale et le Sénat partagent fondamentalement.

Je forme ici le vœu que nous nous retrouvions bientôt, réunis en Congrès, pour adopter ensemble la révision constitutionnelle qu'étudiera dès demain l'Assemblée nationale.

*
* *

Dans notre République laïque, notre société est traversée par des débats éthiques et philosophiques dont le Parlement aura à se saisir, pour les faire vivre, pour les éclairer et pour décider.

Il n'est jamais bon que l'avènement du droit soit à la traîne des évolutions sociétales.

Les grands débats sont l'hygiène et l'oxygène de la démocratie. C'est pourquoi il nous faudra sans tarder inscrire à notre agenda l'élargissement de l'accès à la procréation médicalement assistée comme l'interrogation sur la fin de vie.

*
* *

Mais il serait inconséquent et réducteur de penser notre avenir hors des défis planétaires et des désordres du monde.

Ainsi, avec vous, Cher Nicolas Hulot, lutter contre le réchauffement climatique, pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité n'est pas une option, mais une obligation absolue. Il en va de notre bien commun, de la préservation de l'humanité.

C'est aussi une obligation pour tous les peuples qui, sans développement vertueux, seront condamnés à la pauvreté, aux guerres et aux migrations désespérées.

Les revirements des États-Unis, les nationalismes qui menacent l'Europe et qui se développent un peu partout dans le monde rendent plus que jamais nécessaire l'action de la France, forte de ses valeurs universelles.

Pour construire en Europe, pour peser sur le cours du monde, pour relever les défis planétaires, la France doit être forte.

Sa force, elle la tire de citoyens éclairés, formés, audacieux et créatifs, d'associations nombreuses et fortes, d'entreprises conquérantes.

Les complexités du monde nous sont connues et nous devons nous en saisir sans que cela n'effraie ni ne bloque l'action.

C'est notre honneur que de regarder les réalités en face, des désordres mondiaux aux questionnements philosophiques, des enjeux économiques, sociaux aux nécessités écologiques.

C'est l'enchevêtrement de ces complexités qui fonde l'action politique et lui confère sa dignité.

Notre charge, comme notre raison d'être nous conduisent à explorer les terres inconnues du progrès, à défricher de nouvelles espérances : voilà les chantiers des marcheurs et des députés de l'an II.